

Texte FSU du 29 août 2005

Le gouvernement a choisi de faire passer en force pendant l'été, une politique de remise en cause des droits des salariés et des services publics et de développement de la précarité notamment pour les jeunes.

Cela se traduit par la mise en place du Contrat de Nouvelle Embauche qui porte un coup considérable au droit du travail et instaure pour l'insertion dans l'emploi une forme nouvelle de précarité dont le MEDEF et les tenants du néolibéralisme souhaitent déjà l'extension. Cela se traduit également par un contrôle renforcé des chômeurs et l'accentuation d'une politique qui vise à les rendre responsable du chômage alors que rien n'est fait pour contrer les licenciements économiques qui se multiplient. Les jeunes et notamment ceux des milieux défavorisés feront prioritairement les frais de cette politique.

Aucune réponse n'est apportée aux revendications salariales. Cette politique est inacceptable.

De nouvelles tragédies montrent les conséquences dramatiques de l'absence d'une véritable politique du logement social.

Tandis que se développent l'exclusion, la précarité, les inégalités, le gouvernement poursuit des politiques d'atteinte aux libertés, de répression, de pénalisation de la pauvreté qui s'accroissent avec notamment la chasse aux sans papiers y compris en direction des enfants et des jeunes avec leur cortège d'arbitraires et d'injustices.

En matière de fonction publique le gouvernement a choisi également le passage en force avec notamment le PACTE et les CDI. Il retarde l'échéance de négociations salariales et essaye de biaiser avec les revendications tandis qu'un projet de réforme de l'IRCANTEC dessine de nouvelles dégradations en matière de retraite pour les non-titulaires. De nouvelles suppressions d'emplois sont annoncées qui viennent s'ajouter à celles intervenues les années précédentes.

En matière d'éducation cette rentrée est marquée par l'ampleur des suppressions d'emplois dans le 2<sup>nd</sup> degré et l'insuffisance des créations dans le 1<sup>er</sup> degré qui vont se traduire par une dégradation rarement égalée des conditions d'enseignement et un surcroît de précarité et de chômage. Elles ne permettront pas d'assurer l'ensemble des missions et d'aller vers la réussite de tous les jeunes. La rentrée est marquée également par la volonté d'imposer l'application de la loi Fillon pourtant rejetée par l'ensemble de la communauté éducative, comme l'ont encore montré les votes du CSE ; elle est marquée aussi par le refus de négociations sur la recherche.

La préparation du budget 2006 se fait sur la base de nouvelles suppressions s'ajoutant aux coupes intervenues ces dernières années.

L'annonce d'une nouvelle vague d'emplois aidés si elle marque un changement par rapport à la politique antérieure, ne répond ni en nombre aux emplois disparus ces dernières années ni en qualité d'emplois aux besoins. Le gouvernement institue ainsi des formes aggravées de précarité. La FSU y oppose l'exigence d'emplois statutaires, stables et qualifiés.

Le transfert des missions et des personnels TOS aux collectivités territoriales, après une pause, se poursuit.

Dans ce contexte de premières actions sont prévues et la FSU apporte son soutien aux mobilisations du SNES et du SNUIPP la semaine du 5 au 9 septembre, à la grève du SNPES-PJJ le 12 septembre, aux grèves dans l'enseignement agricole du 1er au 5 septembre.

Le BDFN confirme la nécessité d'actions unitaires d'ampleur nationale aussi bien au plan de l'éducation, qu'à celui de la Fonction publique ou au plan interprofessionnel. Dans cette perspective la FSU prendra des contacts unitaires tant avec l'intersyndicale de l'Education qu'avec celle de la Fonction publique pour construire ces mobilisations. Elle juge indispensable de construire une action interprofessionnelle et entend contribuer à cette construction.

***Paris le 29 août 2005***